



**RAPPORT SUR
« LE COMMERCE ENTRE LES ETATS MEMBRES DE L'OCI »**

PRESENTE PAR LE

CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE

A LA

**34^{EME} SESSION DU COMITE DE SUIVI DU COMITE PERMANENT
POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE DE
L'OCI**

Agenda n° 4

Commerce intra-OCI

Ankara, République de Turquie, 09- 10 Mai 2018

SOMMAIRE	
	PAGE
I. PERSPECTIVES RECENTES DE L'ECONOMIE MONDIALE	3
II- DEVELOPPEMENTS RECENTS DU COMMERCE EXTERIEUR DES ETATS MEMBRES DE L'OCI	8
ANNEXES	19

RAPPORT SUR LE COMMERCE ENTRE LES ETATS MEMBRES DE L'OCI

I- PERSPECTIVES RECENTES DE L'ECONOMIE MONDIALE

a) Economie mondiale entre 2016 et 2017

L'économie mondiale a connu un raffermissement entre 2016 et 2017 compte tenu de la croissance de la demande intérieure dans les pays industrialisés et en Chine, ainsi que d'une amélioration des résultats dans d'autres grands pays émergents et la reprise soutenue de l'investissement mondial dans le secteur manufacturier.

Selon les données du FMI de janvier 2018, cette situation n'a pas permis d'améliorer la croissance de la production mondiale qui s'est établie à 3,2% en 2016 et pourrait remonter à 3,7% en 2017 grâce à l'accélération de la croissance de 120 pays totalisant les trois-quarts du PIB Mondial. Cette situation s'explique, entre autres, par la reprise économique des pays tels que l'Allemagne, la Corée, les USA, le Japon, l'Afrique du Sud, le Brésil et la Chine.

Par ailleurs, la prolongation de l'Accord OPEP+ limitant la production du pétrole et la situation géopolitique au Moyen Orient ont contribué à augmenter le prix du baril sur le marché international entre août et décembre 2017 pour se stabiliser à 60\$ en janvier 2018. Le prix à la consommation du pétrole a augmenté dans tous les pays.

L'économie américaine a enregistré une croissance de 2,5% fin 2017 tirée par les dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises, malgré la contribution négative du commerce extérieur et des variations des stocks.

La zone euro a connu une forte croissance en 2017 (2,5% après 1,8% en 2016) grâce à des conditions financières favorables, une confiance économique accrue et une embellie du marché du travail.

L'économie japonaise a progressé jusqu'en décembre 2017 et la production nipponne s'est accrue de 1,6% en rythme annualisé après 2,4% au troisième trimestre 2017, tiré par la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. La croissance annuelle pour 2017 a été robuste (1,7% après 0,9% en 2016), soutenue par un marché d'emploi dynamique, un appui budgétaire important, des conditions financières favorables et une demande mondiale ferme.

En Chine, l'économie a enregistré une croissance robuste en 2017 (6,9% après 6,7% en 2016), tirée par une demande intérieure résiliente et par une demande extérieure dynamique. La production industrielle a progressé de 7,2% en janvier-février après 6,2% en décembre 2017. L'activité du secteur privé poursuit sa croissance, comme le montre l'indice PMI composite (53,3 en février après 53,7 en janvier). Le solde commercial chinois s'est amélioré en février, suite à une forte expansion des exportations (44,5% après 11,1% en janvier) et une croissance ralentie des importations (6,3% après 36,9%).

En Inde, la croissance économique s'est accélérée au quatrième trimestre 2017, avec une hausse du PIB de 7,2% après 6,5% au troisième trimestre. Ainsi, la production industrielle a progressé de 7,5% en janvier après 7,1% en décembre 2017.

Au Brésil, la reprise progressive de l'économie se confirme, avec une croissance du PIB de 2,1% au quatrième trimestre 2017 après 1,4% au troisième trimestre. Pour l'ensemble de l'année 2017, l'économie brésilienne a progressé de 1% après une contraction de 3,5% en 2016, confirmant ainsi sa sortie de la récession.

Le PIB des pays de l'OCI passé de 14,9 trillions de dollars en 2012 à 18,3 trillions de dollars en 2016. En tant que groupe, les pays de l'OCI ont produit 15,3% de production mondiale sur la base de la PPA et 26,3% de celle des pays développés en 2016. En prix courants, la part des pays de l'OCI dans le PIB total mondial est de 8,4% seulement.

b) Le commerce mondial

Selon le Rapport de l'OMC 2017 et les données du FMI d'Octobre 2017, le commerce mondial a progressé de 2,4% en 2016 en volume semblable à 2009, du fait de la faiblesse de la croissance du PIB tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. Le ralentissement de la croissance du commerce dans les pays émergents est lié au fléchissement de l'investissement et à un ajustement des stocks. Dans les pays en développement, la faiblesse persistante de la croissance du commerce est liée à un ralentissement prolongé du commerce en Chine et à une forte contraction des importations dans quelques pays exportateurs de produits de base qui rencontrent des problèmes macroéconomiques, notamment en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et dans la Communauté des États indépendants.

En 2017 la croissance du commerce mondial s'est accélérée notablement au premier semestre, en raison d'une reprise de la demande mondiale et en particulier des dépenses d'équipement. En conséquence, la croissance du commerce mondial a atteint 2,4 % en 2017 et à moyen terme, soit 1 point de plus que la croissance du PIB au prix du marché.

Cette situation est due au changement de l'environnement de l'économie mondiale, des politiques commerciales des pays (baisse des dépenses d'investissement) et de la fluctuation des cours des produits de base.

En 2016, le commerce moyen des marchandises a légèrement augmenté en volume mais il a diminué en valeur en raison de la baisse des prix des exportations et des importations.

La faible croissance du commerce mondial en 2016 s'est accompagnée d'une faible croissance du PIB réel de 2,3% aux prix du marché, contre 2,7% l'année précédente et une moyenne annuelle de 2,8% depuis 1980. En général, la croissance du commerce est beaucoup plus volatile que celle du PIB au niveau mondial, bien qu'elles aient tendance à augmenter ou diminuer simultanément.

En 2017, il devrait remonter en partie, mais la poursuite du ralentissement du commerce par rapport au PIB reste un sujet de préoccupation. En effet, le commerce devrait également être stimulé par la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE), qui est entré en vigueur en février 2017. L'objectif de l'AFE est de rationaliser les procédures douanières et d'accélérer la circulation des marchandises à travers les frontières. Selon les estimations, la pleine mise en œuvre de l'AFE pourrait

entraîner une augmentation de 2,7 points de pourcentage par an de la croissance du commerce mondial d'ici à 2030.

Le premier trimestre de 2017 a été marqué par des turbulences financières qui ont affecté la Chine et ses partenaires commerciaux régionaux, à mesure que les craintes d'un ralentissement économique brutal et d'une dépréciation monétaire se renforçaient. La croissance du commerce mondial a ralenti au deuxième trimestre 2017 après une très forte expansion au premier trimestre 2017 et elle a grimpé au troisième trimestre suite à l'augmentation de la demande intérieure des pays avancés. En effet, aux États-Unis, l'investissement des entreprises a continué de progresser, en partie du fait d'une reprise dans le secteur de l'énergie et dans la zone euro et au Japon, l'affermissement de la consommation privée, de l'investissement et de la demande extérieure a stimulé la croissance globale au premier semestre 2017.

- Les exportations :

Les exportations mondiales de marchandises ont été estimées à 15.460 milliards de dollars EU en 2016, en baisse de 3,3% par rapport à 2015 et ce à cause de la baisse des exportations de combustibles et de produits miniers (-14%) en 2016.

Les exportations ont enregistré une croissance modeste, de 1,4% dans les économies développées et de 1,3% dans les économies en développement.

Cette diminution a cependant été moins marquée qu'en 2015 (-36%). Les exportations de produits manufacturés ont légèrement diminué (-2%), tandis que les exportations de produits agricoles ont légèrement augmenté (+1%). En 2016, les exportations totales de produits manufacturés se sont élevées à 11.200 milliards de dollars US, représentant plus de 70% des exportations mondiales totales.

Toutes les régions ont enregistré une baisse des exportations de marchandises en 2016, l'Europe enregistrant la plus faible baisse (-0,3%) et la Communauté d'États indépendants la plus forte (-16,2%). En ce qui concerne les importations, l'Europe a enregistré une légère augmentation (0,2%) tandis que toutes les autres régions ont enregistré une diminution.

Les exportations et les importations de l'Europe ont quant à elles augmenté plus vite que celles de l'Amérique du Nord, qui ont généralement stagné depuis le début de 2015.

Malgré l'augmentation de ses exportations et de ses importations de marchandises en 2016, l'Amérique du Nord a été en grande partie responsable du ralentissement de la croissance du commerce l'année dernière.

- Les importations :

En 2016, les importations des économies développées ont augmenté de 2,0% tandis que celles des économies en développement ont stagné à 0,2%.

Les importations des économies en développement ont baissé de 3% au premier trimestre de 2016, avant de rebondir au deuxième trimestre et de retrouver à la fin de l'année leur niveau antérieur. En revanche, les importations des économies développées sont restées faibles tout au long de l'année.

Sur le plan des importations, l'Asie a dépassé encore plus largement les autres régions

(avec une croissance de 2,6%).

L'Amérique du Nord n'a contribué que pour 0,1 point de pourcentage à la croissance de 1,2% des importations mondiales en 2016. Cela est beaucoup moins qu'en 2015, année où les importations de l'Amérique du Nord ont ajouté 1,2 point de pourcentage à la croissance des importations mondiales de 2,9%, soit 42% de l'augmentation totale.

L'Asie et l'Europe sont les seules régions qui ont apporté une contribution positive importante à la demande mondiale d'importations en 2016, l'Europe à raison de 1,6 point de pourcentage (soit 39% de l'augmentation totale) et l'Asie à raison de 1,9 point de pourcentage (soit 49% du total).

Parmi toutes les catégories de produits primaires, ce sont les combustibles qui ont enregistré la plus forte baisse de prix en 2016 de 16,5% en glissement annuel. Des baisses plus faibles ont été enregistrées pour les matières premières agricoles (-5,7%) et les métaux (-5,4%). En revanche, les prix des produits alimentaires ont légèrement augmenté (1,3%). Globalement, les prix des produits de base ont baissé d'environ 10% en 2016. C'est beaucoup moins que la baisse de 35% enregistrée en 2015, en particulier pour les pays producteurs de ressources dont les recettes d'exportation ont continué à diminuer, quoique plus lentement.

Depuis le début de l'année 2016, les prix du pétrole se sont stabilisés et se sont partiellement redressés, mais un retour aux niveaux d'il y a quelques années est peu probable tant que les stocks de pétrole resteront élevés dans les grandes économies.

- Le Commerce des Services :

La valeur des exportations mondiales de services commerciaux a presque stagné (0,1%) en 2016, s'élevant au total à 4.770 milliards de dollars US soit un recul très marqué de 5,5% en 2015, dû en grande partie à l'appréciation du dollar EU.

Toutes les régions ont enregistré des niveaux de croissance analogues, le meilleur résultat étant obtenu en Asie (0,9%).

La composante la plus faible des services a été celle des transports, qui a tendance à refléter les variations du commerce des marchandises. Ainsi, les exportations de services de transport, qui sont étroitement liées au commerce des marchandises, ont chuté de 4,7% en 2016 pour atteindre 853 milliards USD, après une baisse de 9,5% en 2015. Les baisses les plus marquées ont été enregistrées en Afrique (-9%) et en Asie (-7%). Le Moyen Orient est la seule région qui a enregistré une croissance positive, tirée par les exportations de services de transport en plein essor.

D'une part, les exportations mondiales de services de transport de fret maritime ont diminué de 13% en 2016 en raison de la surcapacité dans le secteur du transport maritime et de la faible demande consécutive à la stagnation de l'économie. En particulier, le transport de vrac sec a connu la plus mauvaise année jamais enregistrée. Les prix du fret maritime sont restés exceptionnellement bas, avant de remonter au dernier trimestre de 2016, du fait de l'augmentation de la demande.

En effet, les services des transports maritime et aérien ont souffert du ralentissement du commerce dû à la stagnation économique et d'un excédent de capacité.

Malgré des problèmes de sécurité et de sûreté et des problèmes sanitaires dans plusieurs endroits du globe, les recettes mondiales au titre des voyages ont augmenté de 2%, reflétant l'augmentation de 3,9% des arrivées de touristes internationaux dans le monde. Les exportations mondiales de voyages ont augmenté de 2% en 2016, atteignant 1.205 milliards de dollars US. Ces exportations mesurent les dépenses des voyageurs en biens et services pendant leur séjour à l'étranger. Malgré la persistance de problèmes sanitaires et de sécurité dans plusieurs parties du monde, les arrivées de touristes internationaux ont atteint 1.235 millions en 2016.

Les exportations des autres types de services ont connu une modeste progression l'année dernière, notamment celles des autres services commerciaux (0,9%), catégorie qui comprend les services financiers.

Les exportations mondiales d'autres services commerciaux (catégorie qui comprend les services financiers) ont augmenté de 1% en 2016, atteignant 2.584 milliards de dollars US, contre une baisse de 5% en 2015. Une baisse importante a été notée dans les pays de la Communauté d'États indépendants et l'Amérique du Sud et Centrale. Les régions du Moyen-Orient, d'Europe et d'Asie ont enregistré la plus forte croissance en 2016 (+5%), grâce à l'augmentation des exportations de services informatiques et de services de recherche développement.

Les services informatiques (liés au matériel et aux logiciels et les services de traitement des données) ont représenté environ 72% des exportations de services liés aux TIC, soit 353 Milliards de dollars US.

Par ailleurs, à la fin de 2016, un ralentissement des exportations de services commerciaux a été constaté à cause de la contraction du commerce des services en Europe puisque les exportations et les importations de l'Amérique du Nord et de l'Asie sont restées assez solides durant cette période.

II- DEVELOPPEMENTS RECENTS DU COMMERCE EXTERIEUR DES ETATS MEMBRES DE L'OCI

a) Nouveau Plan d'Action Décennal de l'OCI (OCI-2025)

Le Plan d'Action Décennal (PAD) 2005-2015 de l'OCI mis en œuvre par toutes les Institutions et Etats Membres de l'OCI sous la direction du Secrétariat Général a permis d'atteindre l'objectif fixé par les Leaders à savoir atteindre 20% en 2015.

Lors du 13^{ème} Sommet Islamique d'Avril 2016 tenu à Istanbul en République de Turquie, un Nouveau Plan d'Action Décennal a été adopté et qui vise d'atteindre une part du commerce intra-OCI de 25% à l'horizon 2025 (OCI-2025) couvrant la période 2016-2025.

A cet égard, le Secrétariat Général de l'OCI a initié une Réunion Annuelle des Institutions de l'OCI chaque mois de Décembre et ce à partir de fin 2015.

Durant cette première réunion en Décembre 2015, deux sous-comités ont été créés : un sous-comité sur le Commerce et les Investissements (TISC) sous la direction du Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) et un autre sur le

développement du secteur privé et de la Finance sous la direction du Département de la Mobilisation des Ressources et de la Coopération de la Banque Islamique de Développement.

Le sous-comité TISC a organisé 3 réunions (16-17 mars 2016 à Marrakech, 6 mars 2017 à Casablanca et 8-9 mars 2018 à Marrakech) des Institutions de l'OCI chargées des affaires commerciales et d'investissements au Maroc et une autre réunion technique à Djedda au siège de l'ITFC pour coordonner les activités des Institutions Membres (27 mai 2016 et 9 février 2017).

Cinq thèmes des projets intégrés ont été initiés à savoir : le développement industriel du Halal, l'Initiative du Guichet Unique et la Facilitation du Commerce, le développement des produits stratégiques ; la Promotion des Investissements et le Soutien des Agences de Promotion des Investissements des Etats Membres, le développement du secteur privé et des PME, des notes conceptuelles et une matrice d'activités intégrées des Institutions a été finalisée entre 2017 et 2019.

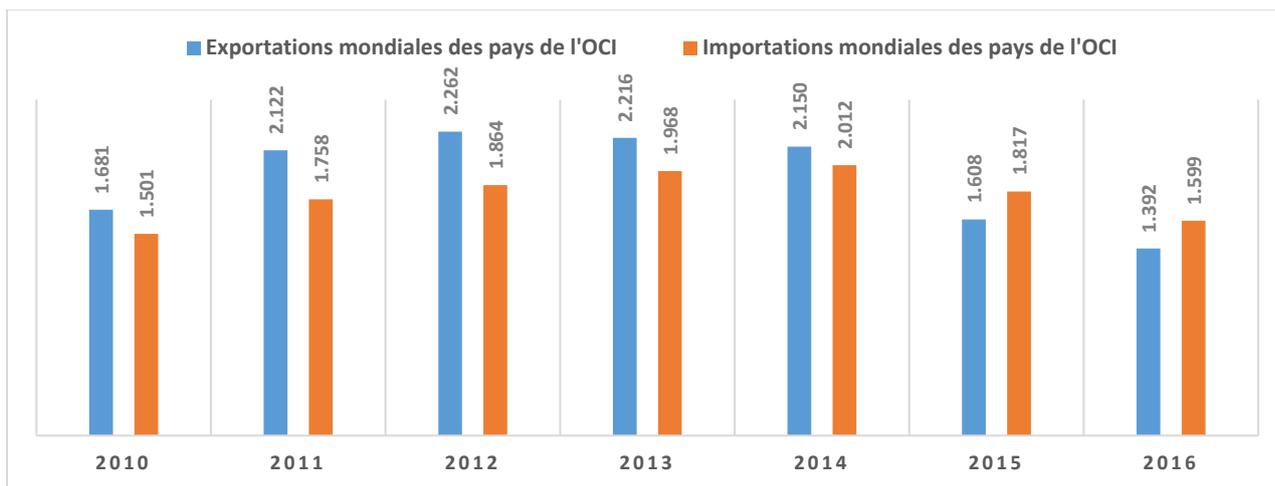
b) Commerce mondial des pays de l'OCI

Les efforts fournis par les Institutions, les Etats Membres et les partenaires au développement n'ont pas permis de faire croître positivement le volume et la part du commerce des pays de l'OCI qui ont connu une baisse entre 2015 et 2016 suite à la fluctuation des prix des produits de base et la faiblesse de lignes de financement intra-OCI, l'existence des barrières tarifaires et non tarifaires au commerce et aux investissements et la fragilité de l'environnement de l'économie et du commerce mondial.

Malgré ces activités et projets, le commerce des Etats Membres de l'OCI a représenté en 2016 environ 9,3% contre 10,3% du commerce mondial en 2015 soit un reflux de 10%.

Le commerce mondial des pays de l'OCI est passé de 3,4 Trillions USD en 2015 à 3 Trillions USD en 2016 soit un reflux de 12,7%.

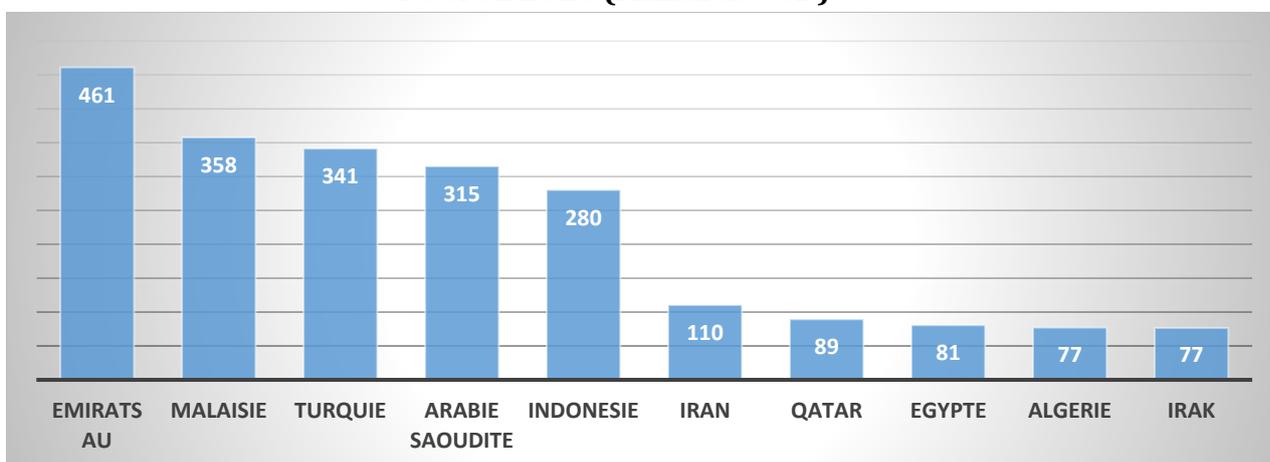
Graphique 1 : Evolution du commerce extérieur des Etats Membres de l'OCI entre 2010 et 2016 en milliards USD



Cette situation s'explique par la baisse du commerce extérieur d'au moins 5 milliards USD des pays suivants : Les Emirats A U (-82 milliards USD), la Turquie (-56 milliards USD), l'Égypte (-36 milliards USA), le Pakistan (-26 milliards USD), le Maroc (-19 milliards USD), l'Algérie (-17 milliards USD), l'Iran (-17 milliards USD), le Liban (-16 milliards USD), la Jordanie (-12 milliards USD), le Bangladesh (-11 milliards USD), le Yémen (-7 milliards USD), l'Afghanistan (-6 milliards USD), la Tunisie (-6 milliards USD) et la Syrie (-5 milliards USD) et ce, malgré l'augmentation du commerce de certains Etats Membres tels que : l'Arabie Saoudite (+35 milliards USD), le Qatar (+25 milliards USD), la Malaisie (+21 milliards USD), l'Irak (+16 milliards USD), le Kazakhstan (+11 milliards USD), le Koweït (+10 milliards USD), l'Indonésie (+9 milliards USD) et le Nigeria (+7 milliards USD).

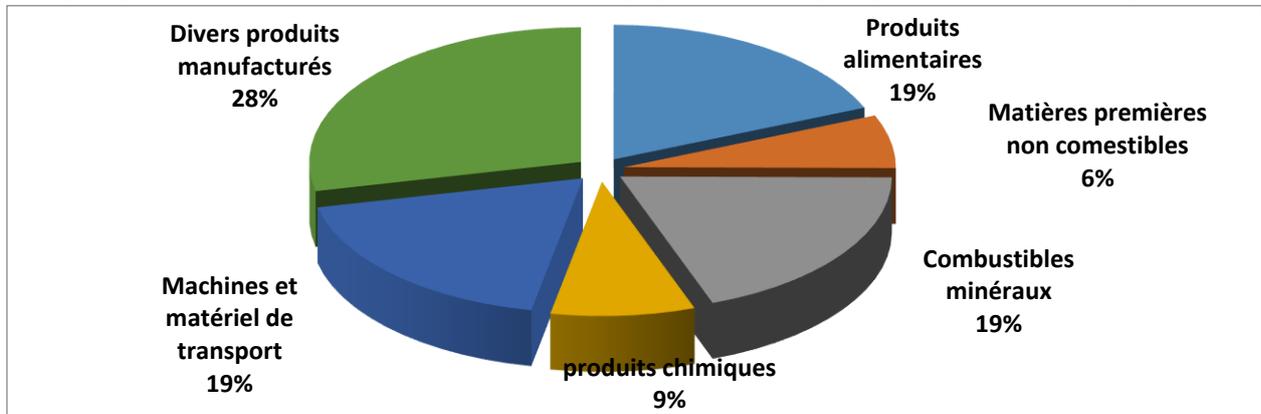
Les principaux acteurs du commerce extérieur des Etats Membres en 2016 sont: Les Emirats AU qui ont totalisé 461,2 milliards USD soit 15,4% du commerce total des pays de l'OCI suivis par la Malaisie (358 milliards ; 12%), la Turquie (341 milliards ; 11,4%), l'Arabie Saoudite (315 milliards ; 10,5%), l'Indonésie (280 milliards ; 9,4%), l'Iran (110 milliards ; 3,7%), le Qatar (89 milliards ; 3%), l'Égypte (81 milliards ; 2,7%), l'Algérie (77 milliards ; 2,6%) et l'Irak (77 milliards ; 2,6%). Ces dix pays ont totalisé 73,2% du commerce mondial des Etats Membres correspondant à une valeur de 2,2 trillions USD.

Graphique 2 : Principaux acteurs du commerce extérieur des Etats Membres de l'OCI en 2016 (Milliards USD)



Les principaux produits commercialisés sont : les divers produits manufacturés (28%), les produits alimentaires ; les machines et matériel transport et les combustibles minéraux 19% chacun, 9% de produits chimiques et 6% des matières brutes non comestibles.

Graphique 3 : Structure du commerce des pays de l'OCI (Moyenne 2011-2016) en %



c) Commerce des services des Etats Membres de l'OCI

Selon les données de la CNUCED d'octobre 2017, le commerce mondial des services commerciaux des pays de l'OCI a atteint en 2016 une valeur 807,8 milliards USD contre 822,30 milliards USD en 2015 correspondant à un reflux de 1,8% à cause du changement de la chaîne des valeurs des services commerciaux dans les pays de l'OCI liée à la fluctuation des cours des produits énergies. Le commerce des services représente soit 27% du commerce global des pays de l'OCI. Ce commerce est composé à 24,3% de services de transport suivi des voyages (26,5%) et les autres services (49,2%).

Les autres services aux citoyens et entreprises sont constitués de 80% des services commerces (Finances, assurances et de constructions), de 11% des services télécom, d'informatique et de services d'informations, de 6% des services gouvernementaux et de 2% des services personnels, culturels et de récréation.

Les principaux acteurs des services commerciaux sont : les EAU, l'Arabie Saoudite, la Malaisie, la Turquie, l'Indonésie, le Qatar, le Koweït, l'Egypte, le Liban et l'Iran. Ces dix pays ont assuré 72,50% du commerce total des pays de l'OCI en 2016.

d) Le Commerce intra-OCI

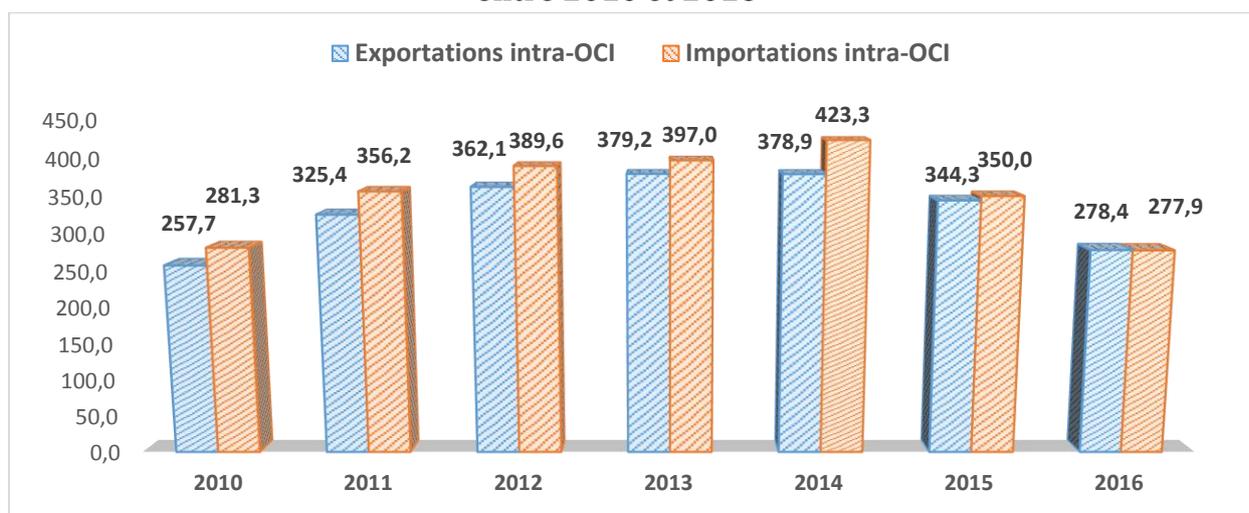
Le volume du commerce intra-OCI (exportations intra-OCI + importations intra-OCI) a été établi à 556,3 milliards USD en 2016 contre 694,2 milliards USD en 2015 soit un reflux de presque de 20%. La part du commerce intra-OCI est passée en 2015 à 20,3% à 18,7% en 2016 soit une baisse de 8%.

Ce reflux du commerce intra-OCI s'explique entre autres, par la baisse du commerce vers les pays de l'OCI de ces acteurs compte tenu de la fluctuation des cours des produits de base, de l'appréciation du dollar US et de l'environnement économique des pays de l'OCI, les pays suivants ont enregistré une baisse au niveau de leurs commerce intra-OCI : l'Iran (-44 milliards USD), le Pakistan (-27 milliards USD), l'Irak (-25 milliards USD), l'Afghanistan (-9 milliards USD), le Bangladesh (-9 milliards USD), Oman (-8 milliards USD).

USD), le Yémen (-7 milliards USD), la Jordanie (-5 milliards USD), la Syrie (- 4 milliards USD), le Maroc (-4 milliards USD), le Liban (-4 milliards USD) et la Tunisie (-3 milliards USD).

Tandis que, le commerce intra-OCI du reste des pays de l'OCI a connu augmentation entre 2015 et 2016 à savoir : Emirats Arabes Unis (+66 milliards USD), Turquie (+38 milliards USD), Arabie Saoudite (+29 milliards USD), Indonésie (+12 milliards USD), Bahreïn (+8 milliards USD), Malaisie (+7 milliards USD), Qatar (+6 milliards USD), Kazakhstan (+5 milliards USD).

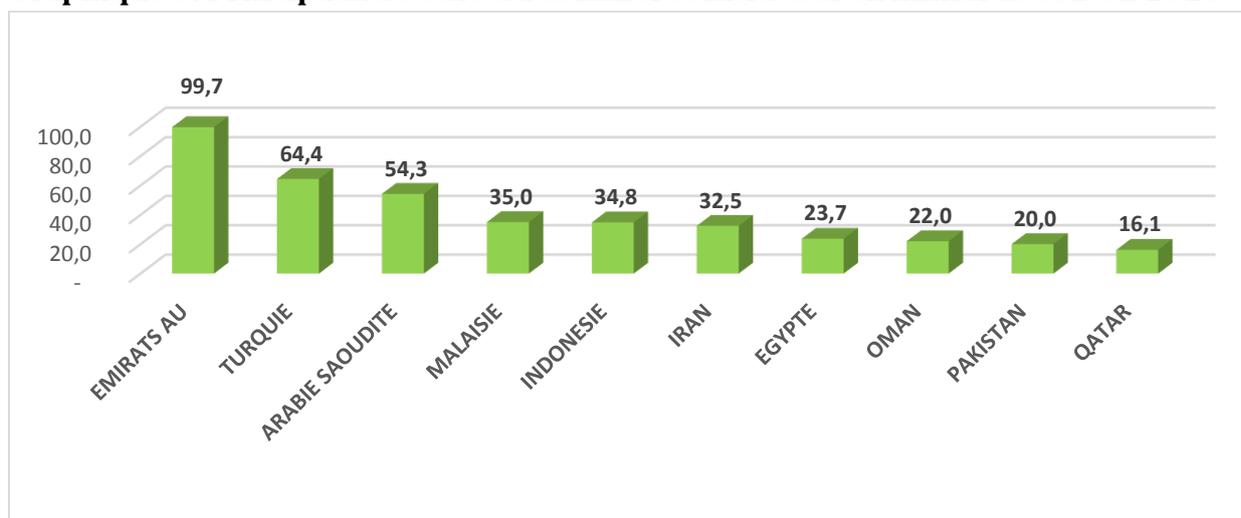
Graphique 4: Evolution du Commerce Intra-OCI des pays de l'OCI en milliards USD entre 2010 et 2016



Les principaux pays qui ont échangé avec les Etats Membres en 2016 sont : Les Emirats AU qui ont totalisé 99,7 milliards USD soit 18% du commerce intra-OCI suivis par la Turquie (64 milliards ; 11,6%), l'Arabie Saoudite (54 milliards ; 9,8%), la Malaisie (35 milliards ; 6,3%), l'Indonésie (35 milliards ; 6,3%), l'Iran (32 milliards ; 5,8%), l'Egypte (24 milliards ; 4,3%), Oman (22 milliards ; 4%), le Pakistan (20 milliards ; 3,6%) et le Qatar (16 milliards ; 3%).

Ces dix pays ont enregistré 72,4% du commerce intra-OCI des Etats Membres soit un total de 403 milliards USD.

Graphique 5: Principaux acteurs du Commerce intra-OCI en milliards USD en 2016

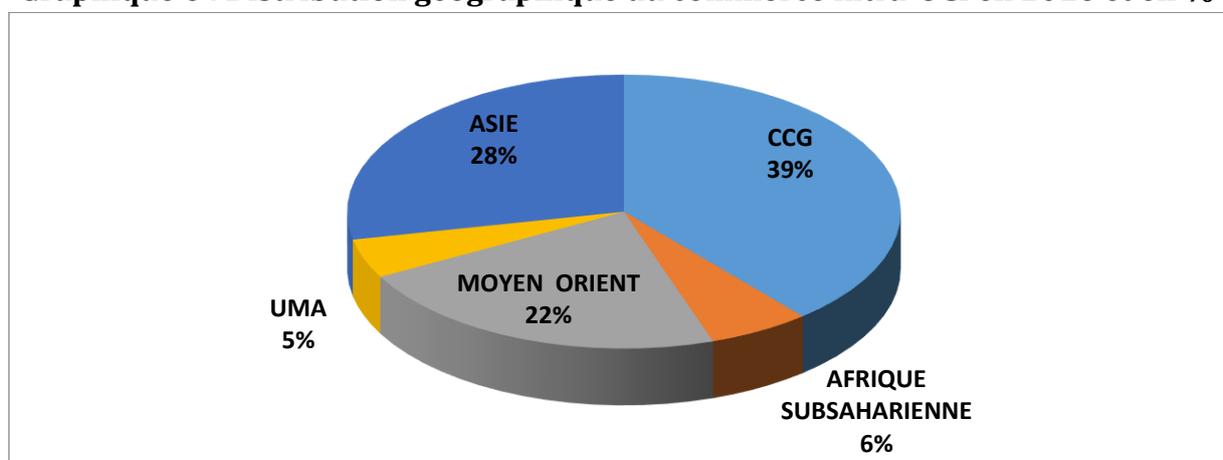


**Tableau 1 : Evolution du commerce extérieur et intra-OCI Etats Membres
entre 2010 et 2016 en milliards USD et en %**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015/2016	Evolution 2010/2016
Exportations mondiales des pays de l'OCI	1 680,77	2 122,48	2 261,77	2 215,79	2 149,80	1 608,43	1 391,73	-13,47%	-17,20%
Exportations intra-OCI	257,71	325,41	362,1	379,15	378,91	344,25	278,38	-19,13%	8,02%
Part	15,33%	15,33%	16,01%	17,11%	17,63%	21,40%	20,00%	-6,54%	30,45%
Importations mondiales des pays de l'OCI	1 501,35	1 757,68	1 864,24	1 968,29	2 012,45	1 816,58	1 599,44	-11,95%	6,53%
Importations intra-OCI	281,29	356,17	389,58	396,98	423,34	349,98	277,94	-20,58%	-1,19%
Part	18,74%	20,26%	20,90%	20,17%	21,04%	19,27%	17,38%	-9,80%	-7,25%
Volume du commerce global des pays de l'OCI	3 182,12	3 880,16	4 126,01	4 184,08	4 162,25	3 425,01	2 991,17	-12,67%	-6,00%
Volume du commerce intra-OCI	539,0	681,58	751,68	776,13	802,25	694,23	556,32	-19,87%	3,21%
Commerce Net intra-OCI	269,5	340,79	375,84	388,065	401,125	347,115	278,16	-19,87%	3,21%
Part du Commerce intra-OCI	17,03%	17,80%	18,45%	18,64%	19,33%	20,33%	18,69%	-8,09%	9,72%

En 2016, la distribution géographique du commerce intra-OCI est assurée à 39% par les pays du Golfe suivis par les pays d'Asie (28%), les pays du Moyen Orient (22%), les pays d'Afrique Subsaharienne (6%) et les pays de l'UMA (5%).

Graphique 6 : Distribution géographique du commerce intra-OCI en 2016 et en %



Entre 2016, environ 26 pays ont atteint le seuil de 25% du commerce intra-OCI prôné par le Nouveau Plan d'Action Décennal (PAD) OCI-2025, il s'agit par ordre décroissant de : la **Syrie** (76,4 % de son commerce est effectué avec les pays de l'OCI), le **Soudan** (68,94%), la **Somalie** (65,75%), l'**Afghanistan** (63,03%), La **Gambie** (45,82%), le **Togo** (44,27%), **Oman** (43,54%), **Djibouti** (42,20%), le **Yémen** (41,84%), le **Tadjikistan** (41,3%), la **Jordanie** (39,89%), le **Bénin** (39,08%), **Bahreïn** (37,85%), le **Liban** (36,76%), l'**Egypte** (36,72%), le **Sénégal** (34,48%), le **Mali** (34,33%), la **Libye** (32,54%), la **Sierra Leone** (30,78%), la **Guinée** (29,87%), les **Emirats A U** (28,38%), le **Pakistan** (28,10%), le **Niger** (28,00%), l'**Ouzbékistan** (27,95%).le **Kirghizistan** (27,71%) et les **Comores** (24,62%).

-Le commerce intra-régional est passé de 142,6 milliards USD en 2015 à 118, 1 milliards USD en 2016 soit un reflux de 17,2% eu égard à la régression importante des échanges commerciaux intra-régionaux du Moyen Orient, d'Asie et d'Afrique entre environ 3 à 10 milliards USD. Ce commerce intra-régional demeure concentré entre les pays du CCG, du Moyen Orient et d'Asie à hauteur de 91% en 2016. La part du Commerce intra-régional a totalisé 42,5% du commerce intra-OCI en 2016 contre 37,6% en 2015 témoignant la dynamisation du commerce entre les régions de l'OCI durant cette période.

Tableau 2: Evolution du commerce intra-régional entre 2015 et 2016 en milliards USD et en %

Région de l'OCI	Commerce intra-régional			Part dans le commerce intra-OCI		
	2 015	2 016	Variation 2015-2016	2015	2016	Variation 2015-2016
UMA	5 225,76	3130,85	-40,09%	1,38%	1,13%	-18,35%
CCG	55 805,74	53677,61	-3,81%	14,73%	19,31%	31,08%
MOYEN ORIENT	31 600,37	21013,61	-33,50%	8,34%	7,56%	-9,38%
ASIE	40 084,55	33136,20	-17,33%	10,58%	11,92%	12,66%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	9 848,63	7132,94	-27,57%	2,60%	2,57%	-1,30%
TOTAL	142565,06	118091,20	-17,17%	37,62%	42,47%	12,89%

-Le commerce interrégional a connu la même tendance baissière compte de l'environnement international des échanges entre 2015 et 2016 de l'ordre de 20,6% passant de 201,7 milliards USD à 160,1 milliards USD. Les régions actrices de ce commerce interrégional sont le CCG, l'Asie et le Moyen Orient en 2016. Le commerce interrégional s'est accaparé 57,6% du commerce interrégional.

Tableau 3: Evolution du commerce interrégional entre 2015 et 2016 en milliards USD et en %

Région de l'OCI	Commerce interrégional			Part dans le commerce intraOCI		
	2 015	2 016	Variation 2015-2016	2015	2016	Variation 2015-2016
UMA	6 879,81	6 763,61	-1,69%	1,82%	2,43%	33,98%
CCG	103 615,67	71 550,90	-30,95%	27,34%	25,73%	-5,89%
MOYEN ORIENT	43 913,77	41 312,98	-5,92%	11,59%	14,86%	28,21%
ASIE	39 568,57	31 773,42	-19,70%	10,44%	11,43%	9,43%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	7 704,77	8 690,87	12,80%	2,03%	3,13%	53,72%
TOTAL	201682,58	160 091,78	-20,62%	53,22%	57,58%	8,18%

Pour renforcer la coopération économique et commerciale entre les pays de l'OCI, les Institutions et les pays de l'OCI doivent contribuer aux directives initiées par le Secrétariat Général de l'OCI via son Plan d'Action Décennal OCI-2025 via les activités de ses sous-comités et spécialement celles relatives au renforcement des capacités, à la participation aux foires, salons internationaux et aux fora d'affaires et notamment ceux

qui sont organisés par le CIDC et la BID mais également alléger leur procédure du commerce extérieur et de l'investissement intra-OCI afin de dynamiser les échanges commerciaux entre les Etats Membres. Par ailleurs, la diversification de l'offre exportable est une nécessité pour développer le commerce extérieur et l'investissement intra-OCI.

Il est aussi important que les Etats Membres de l'OCI participent activement aux activités des Institutions de l'OCI en charge du développement du commerce intra-OCI à savoir celles du CIDC, du Groupe de la BID, de la CICIA et du SMIIC, aux projets du COMCEC dans le cadre du Financement des Projets.

e) Outils et initiatives développés par les Etats Membres de l'OCI

Dans le cadre du développement des Etats Membres, plusieurs initiatives ont été prises surtout en matière de facilitation du commerce en termes d'infrastructures routières et aéroportuaires durant la période 2010-2016 dont la croissance a dépassé 10%. Ces pays sont les Emirats Arabes Unis, la Malaisie, la Turquie, l'Iran, l'Egypte, le Brunei, le Koweït, le Sénégal, la Sierra Leone, les Maldives, le Burkina Faso, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Liban, le Maroc, le Tchad, le Tadjikistan, l'Indonésie et le Cameroun.

Selon les données de la CNUCED, d'autres pays ont également amélioré leur taux de connectivité maritime de plus de 25% entre 2005 et 2016 à savoir : les Maldives, Bahreïn, le Togo, le Soudan, le Bangladesh, la Jordanie, le Bénin, la Somalie, Djibouti, la Guinée, la Turquie, le Cameroun, l'Egypte, la Sierra Leone, le Maroc et la Côte d'Ivoire. Le taux de connectivité maritime moyen des Etats Membres s'est amélioré de 18,6% entre 2005 et 2016.

D'autres mesures ont été également prises à savoir :

- ✓ La soumission et le traitement électronique des transactions commerciales : Albanie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brunei, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unis, Indonésie, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Guyana, Indonésie, Jordanie, Kazakhstan, Mali, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Qatar, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suriname, Syrie, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Turquie et Yémen ;
- ✓ L'établissement de guichets uniques nationaux : Malaisie, Indonésie, Maroc, Brunei, Turquie, Sénégal, Egypte, Emirats Arabes Unis, Tunisie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Bangladesh, Gambie, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Sierra Leone, Qatar, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Côte d'Ivoire, Togo, Lebanon, Guyana, Soudan, Iran, Oman, Gabon, Nigeria, Algérie, Libye, Albanie, Maldives, Niger, Mali, Mauritanie et Suriname ;
- ✓ L'amélioration de l'indice de la performance logistique de plus de 10% entre 2010 et 2016 : la Sierra Leone, la Malaisie, les Emirats Arabes Unis, la Turquie, l'Egypte, le Brunei, l'Iran, le Koweït, le Sénégal, l'Algérie, le Liban, le Maroc, l'Indonésie, le Qatar, les Maldives et l'Arabie grâce à la construction de nouvelles infrastructures

logistiques durant cette période pour mieux traiter les opérations commerciales internationales ;

- ✓ L'amélioration des performances de la douane de plus de 20% entre 2010 et 2016 : les Emirats Arabes Unis, la Turquie, la Sierra Leone, la Malaisie, le Liban, le Brunei, l'Egypte, les Comores, le Qatar, le Pakistan, l'Algérie, l'Egypte, l'Indonésie et le Burkina Faso car les autorités gouvernementales ont investi considérablement dans l'équipement des Douanes nationales (scanners, gestion de risque,...) ;
- ✓ L'amélioration des infrastructures nationales de plus de 15% entre 2010 et 2016 : les Emirats Arabes Unis, la Malaisie, la Turquie, l'Iran, l'Egypte, le Brunei, le Koweït, le Sénégal, la Sierra Leone, les Maldives, le Burkina Faso, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Liban, le Maroc, le Tchad et le Tadjikistan qui ont investi dans l'amélioration des routes, des ports et aéroports nationaux pour dynamiser la mobilité des marchandises et des personnes ;
- ✓ L'amélioration de la distance à la frontière de plus de 10% entre 2010 et 2016 dans certains pays en l'occurrence l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Tchad, le Kazakhstan, le Togo, le Niger, la Sierra Leone, Kirghizistan, le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Sénégal, l'Ouganda et le Mali afin de faciliter le commerce transfrontalier de ces pays pour la plupart enclavés;
- ✓ L'amélioration du taux de connectivité maritime pour les pays à littoral de plus de 20% entre 2010 et 2016 : Maldives, Bahreïn, Togo, Soudan, Bangladesh, Jordanie, Bénin, Somalie, Djibouti, Guinée, Turquie, Cameroun, Egypte, Maroc, Côte d'Ivoire, Pakistan, Arabie Saoudite, Malaisie et Suriname indiquant que des efforts ont été fournis par les différents gouvernements pour augmenter le taux de service maritime avec les partenaires commerciaux ;
- ✓ La création des Organes de Promotion du Commerce et des Investissements dans plusieurs pays de l'OCI qui facilitent le contact direct entre les Hommes d'Affaires de pays de l'OCI et qui ont développé des outils d'incitations à l'export et à l'investissement en vue de faciliter le commerce transfrontalier et les Investissements Directs Etrangers.

Selon Doing business 2016, les principaux pays ayant un indice élevé du commerce transfrontalier en matière du respect de délai, du coût et de l'obtention de la documentation sont : l'Albanie, la Malaisie, la Jordanie, la Turquie, Oman, le Suriname, les Comores, le Mali, le Kirghizistan et la Palestine.

Entre 2006 et 2016 plus de 2500 reformes ont été appliquées par les pays à travers le monde dont 750 ont concernés les pays de l'OCI pour faciliter la mise en œuvre des opérations commerciales internationales. Parmi celles-ci, l'on peut noter 97 mesures sur la facilitation du commerce transfrontalier des pays de l'OCI et dont la plupart provient des pays suivants avec au moins 3 réformes : le Bénin, l'Egypte, la Jordanie, le Mali, l'Ouganda, le Pakistan, Djibouti, les Emirats Arabes Unis, le Maroc, la Mauritanie, l'Ouzbékistan, le Sénégal, la Tunisie et l'Albanie.

f) Les activités du CIDC

La mise en œuvre du PRETAS et du projet d'un guichet unique commercial des Etats

Membres de l'OCI et d'un observatoire des barrières non tarifaires par le CIDC ont pour objectif d'atténuer les obstacles au commerce intra-OCI.

Il sied également que les Etats Membres de l'OCI prennent activement part à la mise en œuvre de l'Accord SPC-OCI ainsi que ses protocoles qui vont contribuer de porter la part du commerce intra-OCI dans le commerce global à 25% à l'horizon 2025.

Le CIDC a organisé plusieurs séminaires de sensibilisation sur l'importance de l'Accord SPC-OCI et ses protocoles dans les pays du Golfe et en Afrique du Nord notamment en Arabie Saoudite, à Oman, au Koweït, en Libye et au Maroc, au Burkina Faso avec l'UEMOA, à Istanbul pour les pays de l'ECO en collaboration avec le COMCEC et le Département de Coopération et de l'Intégration de la BID, au Suriname avec la participation de la Guyane et dernièrement à Amman en Jordanie pour les cadres de l'Etat de Palestine, du Royaume Hachémite de Jordanie et de l'Indonésie en présence des représentants des pays de l'ANASE.

Ces activités contribueront à l'opérationnalisation de cet important accord. Actuellement, 42 pays ont signé l'Accord dont 32 l'ayant ratifié, 33 ont signé le PRETAS dont 18 l'ayant ratifié, les règles d'origine ont été signées par 32 pays dont 17 l'ayant ratifié. Seulement 13 pays ont soumis leur liste de concession au Comité de Négociation Commerciale.

Par ailleurs, depuis sa création, le Centre a organisé 16 foires commerciales générales, plus d'une cinquantaine de salons spécialisés, une vingtaine de Business Forums, un grand nombre de rencontres acheteurs-vendeurs, une centaine de séminaires et ateliers de formation dans les métiers du commerce international et fin 2013 un centre d'affaires pour booster le commerce intra-OCI.

Le CIDC a également, organisé en mai 2016 à Riyad en marge de la 15^{ème} Foire des pays de l'OCI ; le 2^{ème} Forum des Organes de Promotion du Commerce (OPC) et un Forum des Agences de Promotion des Investissements (API), le 3^{ème} Forum des OPC à Casablanca en Octobre 2017, l'Atelier sur les Barrières Non Tarifaires au Commerce des pays de l'OCI et la Foire Exceptionnelle des Pays de l'OCI à Kuwait-City en Février 2018 et ce afin d'identifier ces obstacles au commerce et à l'investissements entre les pays de l'OCI et chercher les solutions pour démanteler progressivement ces barrières. A cet égard, le CIDC a lancé le site des OPC qui permettra de relayer l'information commerciale directement des Pays de l'OCI (<http://tpo.oicininvest.org/>) et le site des Barrières Non Tarifaires au Commerce (<http://ntb.icdt-oic.org/survey>). Un login et un mot de passé ont été envoyés à tous les OPC et les Ministères du Commerce de l'OCI pour s'enregistrer et mettre à jour leurs informations commerciales.

D'autre part, le CIDC en collaboration avec le Groupe de la BID a organisé plusieurs séminaires sur le rôle des Guichets Uniques commerciaux dans la facilitation du commerce intra-OCI et la possibilité de leur interopérabilité pour réduire les délais et le coût des opérations transfrontalières et ce à Casablanca et à Dubaï entre 2015 et 2017.

Au niveau bilatéral, le CIDC a organisé des missions d'hommes d'affaires saoudiens,

malaisiens et indonésiens, Pakistanais et gabonais respectivement entre 2015 et 2017 au Maroc en vue de promouvoir le commerce et l'investissement entre les pays de l'OCI. De même qu'il a organisé le Forum OCI Asie Afrique à Kuala Lumpur en Septembre 2017 en collaboration avec OIC International Business Centre Malaisie et une Rencontre Acheteurs-Vendeurs des produits pharmaceutiques et de services médicaux entre les pays africains et arabes de l'OCI et ce à Abidjan du 2 au 3 Novembre 2017 en collaboration avec l'ITFC.

D'autre part, il sera judicieux d'améliorer davantage la connectivité maritime entre les Etats Membres de l'OCI via la création des lignes maritimes entre les pays africains, asiatiques et du Golfe et de sensibiliser des pays membres à établir des guichets uniques commerciaux et examiner leur interopérabilité afin de mieux de promouvoir le commerce intra-OCI.

Par ailleurs, l'on se félicite de l'opérationnalisation de l'Accord sur la Facilitation des Echanges (AFE) de l'OMC depuis le 22 Février 2017, suite à sa ratification par les deux tiers des Membres de l'OMC. Les derniers pays qui ont ratifié l'AFE sont : la Namibie, Djibouti, la Nouvelle Guinée Papouasie, le Cuba, le Bénin (28 mars 2018), ce qui a porté à 135 le nombre total de ratifications sur les 164 membres de l'OMC.

Parmi les Etats Membres qui ont ratifié l'AFE, on peut en citer 30 sur les 135: la Malaisie, le Niger, le Togo, le Pakistan, la Guyane, la Côte d'Ivoire, le Brunei, le Mali, la Turquie, les Emirats Arabes Unis, l'Albanie, le Kazakhstan, l'Arabie Saoudite, l'Afghanistan, le Sénégal, Bahreïn, le Bangladesh, le Gabon, le Kirghizistan, le Mozambique, le Nigeria, Oman, le Tchad, la Jordanie ; la Sierra Léone, le Qatar, la Gambie, l'Indonésie, Djibouti et le Bénin.

Il faut noter que 112 pays ont notifié la catégorie A de l'AFE dont 36 pays de l'OCI.

61 pays ont notifié la catégorie B et 51 la catégorie C de l'Accord selon les données de l'OMC du 28 mars 2018.

15 Etats Membres de l'OCI ont notifié la Catégorie B comme l'Albanie, le Tchad, la Guyane, le Mozambique, le Nigeria, le Pakistan, l'Afghanistan, le Bangladesh, Bahreïn, le Brunei, la Gambie, le Mali, la Malaisie, le Niger, la Sierra Leone et le Togo.

14 pays de l'OCI ont notifié la Catégorie C de l'Accord AFE, il s'agit de : l'Albanie, le Tchad, la Guyane, le Mozambique, le Nigeria, le Pakistan, l'Afghanistan, le Bangladesh, Bahreïn, la Gambie, le Mali, le Niger, la Sierra Leone et le Togo.

Nous rappelons que 44 Etats Membres de l'OCI sont Membres de l'OMC avec l'Afghanistan qui y a accédé le 29 juillet 2016. Onze Etats Membres de l'OCI sont en cours d'accession à l'OMC.

Par ailleurs, le CIDC a organisé des séminaires de sensibilisation entre 2015 et 2017 avec le Département de l'Intégration Economique de la BID sur l'Accord de Facilitation des Echanges de l'OMC afin de les encourager à ratifier cet accord, de notifier ses catégories A, B et C et contribuer au développement du commerce des pays de l'OCI avec le reste du Monde

g) Persistance d'obstacles tarifaires et non tarifaires

En dépit des efforts considérables déployés par les Etats Membres, le Secrétariat Général de l'OCI et ses Institutions pour promouvoir le commerce intra-OCI et réduire les barrières de nombreux obstacles subsistent.

D'après la dernière étude menée par le CIDC, les difficultés rencontrées par les entreprises exportatrices sont relatives aux services douaniers (76%), puis la logistique et les aspects légaux avec 33% chacun. Contrairement à une idée largement répandue, les difficultés financières sont citées dans 10% des cas seulement.

Les difficultés se résument comme suit :

- La première difficulté est la Logistique, notamment les transports inter-États. Les coûts des transports (fret) sont très élevés entre les ports africains. Les transports terrestres de marchandises entre ces États sont parfois perturbés, voire arrêtés pendant des mois pour des raisons politiques ;
- Difficultés financières notamment le préfinancement, l'assurance/garantie à l'export et surtout le paiement. Difficulté de rapatriement de devises à partir de plusieurs pays. Le fait d'avoir des monnaies différentes constitue un challenge ;
- La bureaucratie des entités chargées de faciliter l'accès des produits au marché ;
- Forte taxation liée à l'entrée des marchandises dans les pays d'exportation ;
- Bien qu'étant dans le même espace sous régional, les pays ont des mesures qui restreignent les exportations, ils n'acceptent que le produit soit transporté à partir de la frontière que par des transporteurs nationaux de leurs pays, et une fois sur leurs territoires ils exigent la vente à leurs clients ;
- Obtention des permis d'importation ;
- Conditions d'exportation au niveau de l'obtention des documents par une Autorité publique pertinente ;
- Authentification du certificat d'origine. En plus, non reconnaissance de certains certificats d'origine comportant un code SH d'une version antérieure ;
- Délais d'acheminement imprévisibles ;
- Marchandises mal reconditionnées après visite ;
- Tracasseries et désistement du transporteur souvent vers certains pays de l'OCI ;
- Contestation de la valeur du produit ;
- Le temps de contrôle et d'inspection jugé trop long.

Par rapport au lieu où ces difficultés ont été rencontrées, 75% des répondants indiquent les rencontrer à l'étranger contre 58% qui pointent du doigt les autorités et organismes de leur propre pays.

Parmi les solutions suggérées par les entreprises, on peut citer les suivantes :

- Promouvoir le commerce intra-OCI et harmoniser les procédures entre les pays pour faciliter les échanges ;
- Renforcer les banques et les encourager à faciliter les opérations pour les exportateurs ;
- Rendre les services douaniers plus disponibles et plus accessibles aux opérateurs ;

- Renforcer la gestion et le contrôle des agents impliqués dans le processus d'exportation et améliorer leur motivation ;
- Améliorer les conditions de transport entre les pays de l'OCI ;
- Responsabiliser davantage les chambres de commerce afin qu'elles puissent procéder elles-mêmes à certaines tâches liées à l'exportation ;
- Réduire les frais annexes liés à l'exportation ;
- Réduire le nombre de contrôles et si possible, l'automatiser. Par exemple, systématisation de l'utilisation des scanners pour activer le contrôle et fluidifier le passage des marchandises.

A l'importation les difficultés ont trait à des produits dont l'importation est soumise à l'obtention d'une licence, voire un agrément, soit des produits nouveaux non prévus dans la nomenclature douanière du pays importateur.

ANNEXES

THE EXPORTS OF THE OIC MEMBER STATES (IN MILLION US \$)

COUNTRY	2015			2016			الدول
	TO OIC Countries (1)	Total Exports (2)	1/2 in %	TO OIC Countries (3)	Total Exports (4)	3/4 in %	
AFGHANISTAN	335,03	571,40	58,63%	348,33	611,43	56,97%	أفغانستان
ALBANIA	93,36	1 929,66	4,84%	43,32	1 962,12	2,21%	ألبانيا
ALGERIA	4 549,06	34 795,95	13,07%	3 382,27	29 992,10	11,28%	الجزائر
AZERBAIJAN	2 620,74	16 586,24	15,80%	1 762,03	9 143,13	19,27%	أذربيجان
BAHRAIN	7 055,81	13 846,08	50,96%	7 193,02	12 892,35	55,79%	البحرين
BANGLADESH	1 494,63	29 924,64	4,99%	1 505,25	30 195,28	4,99%	بنغلاديش
BENIN	480,32	992,98	48,37%	229,70	409,75	56,06%	بنين
BRUNEI	460,17	6 352,66	7,24%	382,02	5 220,56	7,32%	بروناي دار السلام
BURKINA FASO	257,63	2 177,50	11,83%	213,79	2 437,13	8,77%	بوركينافاسو
CAMEROON	498,85	4 248,97	11,74%	500,60	3 215,93	15,57%	الكاميرون
CHAD	65,92	2 024,58	3,26%	242,58	1 582,47	15,33%	تشاد
COMOROS	3,93	32,19	12,21%	1,08	16,15	6,69%	جزر القمر
COTE D'IVOIRE	3 095,03	11 844,76	26,13%	2 643,39	11 846,38	22,31%	كوت ديفوار
DJIBOUTI	543,03	599,64	90,56%	124,24	347,69	35,73%	جيبوتي
EGYPT	9 798,27	21 119,71	46,39%	12 003,67	22 507,39	53,33%	مصر
GABON	310,47	6 470,65	4,80%	148,69	6 025,75	2,47%	الجابون
GAMBIA	4,97	106,65	4,66%	76,97	154,05	49,97%	غامبيا
GUINEA	224,17	1 969,69	11,38%	742,89	2 918,06	25,46%	غينيا
GUINEA BISSAU	83,43	285,55	29,22%	15,57	337,08	4,62%	غينيا بيساو
GUYANA	18,79	1 285,83	1,46%	21,77	1 452,63	1,50%	غويانا
INDONESIA	20 589,65	150 392,59	13,69%	18 324,03	144 489,80	12,68%	إندونيسيا
IRAN	13 087,87	65 670,12	19,93%	8 802,63	46 744,85	18,83%	إيران
IRAQ	2 924,13	50 987,64	5,73%	2 981,24	46 422,41	6,42%	العراق
JORDAN	4 124,34	7 832,98	52,65%	3 703,09	7 509,08	49,31%	الأردن
KAZAKHSTAN	5 591,05	41 849,84	13,36%	4 182,70	36 775,32	11,37%	كازخستان
KUWAIT	10 608,94	55 161,62	19,23%	6 044,00	41 786,27	14,46%	الكويت
KYRGYZSTAN	933,56	1 441,47	64,76%	454,00	1 435,16	31,63%	قرقيزستان
LEBANON	1 897,02	2 952,42	64,25%	1 564,89	2 976,59	52,57%	لبنان
LIBYA	1 670,25	10 761,43	15,52%	896,24	6 530,60	13,72%	ليبيا
MALAYSIA	20 055,25	200 210,87	10,02%	19 779,90	189 414,07	10,44%	ماليزيا
MALDIVES	1,63	206,50	0,79%	1,00	139,59	0,72%	مالديف
MALI	163,16	904,36	18,04%	821,81	2 847,59	28,86%	مالي
MAURITANIA	325,86	2 075,18	15,70%	178,21	1 622,76	10,98%	موريتانيا
MOROCCO	3 257,99	22 036,82	14,78%	3 445,28	22 858,29	15,07%	المغرب
MOZAMBIQUE	180,83	4 039,37	4,48%	89,00	3 338,96	2,67%	موزمبيق
NIGER	210,43	931,45	22,59%	330,82	927,24	35,68%	النيجر
NIGERIA	6 013,93	56 924,75	10,56%	4 454,80	38 948,67	11,44%	نيجيريا
OMAN	12 640,31	38 647,77	32,71%	7 585,70	26 775,73	28,33%	عمان
PAKISTAN	8 825,88	25 561,05	34,53%	4 948,94	20 533,79	24,10%	باكستان
PALESTINE	125,31	1 133,65	11,05%	123,39	937,02	13,17%	فلسطين
QATAR	10 593,51	77 971,08	13,59%	9 195,15	57 310,55	16,04%	قطر
SAUDI ARABIA	44 490,91	208 576,36	21,33%	31 377,85	174 903,51	17,94%	العربية السعودية
SENEGAL	1 267,56	2 611,67	48,53%	1 232,80	2 640,28	46,69%	السنغال
SIERRA LEONE	12,19	493,69	2,47%	164,26	509,38	32,25%	سيراليون
SOMALIA	728,04	785,06	92,74%	613,42	647,36	94,76%	الصومال
SUDAN	2 218,56	5 587,52	39,71%	2 211,23	2 598,73	85,09%	السودان
SURINAME	248,10	1 490,95	16,64%	476,77	1 235,28	38,60%	سورينام
SYRIA	12 330,42	12 500,31	98,64%	574,18	796,71	72,07%	سوريا
TAJIKISTAN	583,16	938,64	62,13%	438,79	809,08	54,23%	طاجيكستان
TOGO	851,44	1 730,34	49,21%	510,16	714,88	71,36%	توغو
TUNISIA	2 302,41	14 073,49	16,36%	1 992,46	13 575,13	14,68%	تونس
TURKEY	42 741,68	143 850,38	29,71%	41 253,58	142 529,58	28,94%	تركيا
TURKMENISTAN	2 091,61	10 378,57	20,15%	1 155,39	7 543,94	15,32%	تركمنستان
U.A EMIRATES	74 031,84	218 439,52	14,98%	63 832,82	189 397,12	33,70%	الإمارات ع المتحدة
UGANDA	339,49	2 267,01	33,89%	456,03	2 296,90	19,85%	أوغندا
UZBEKISTAN	2 716,00	6 553,40	41,44%	2 326,07	7 750,32	30,01%	أوزبكستان
YEMEN	1 479,61	3 290,04	44,97%	79,23	185,69	42,67%	اليمن
TOTAL	344 247,54	1 608 425,22	21,40%	278 183,03	1 391 725,67	19,99%	المجموع

THE IMPORTS OF THE OIC MEMBER STATES (IN MILLION US \$)

COUNTRY	2015			2016			الدول
	From OIC Countries (1)	Total Imports(2)	1/2 in%	From OIC Countries (3)	Total Imports(4)	3/4 in %	
AFGHANISTAN	5 449,01	7 722,87	70,56%	4 532,05	6 558,91	69,10%	أفغانستان
ALBANIA	468,52	4 320,22	10,84%	480,75	4 669,29	10,30%	ألبانيا
ALGERIA	4 996,87	51 803,07	9,65%	5 159,68	47 090,68	10,96%	الجزائر
AZERBAIJAN	2 249,36	10 759,14	20,91%	1 677,44	8 531,74	19,66%	أذربيجان
BAHRAIN	3 119,73	16 377,63	19,05%	2 936,00	14 748,54	19,91%	البحرين
BANGLADESH	5 741,13	39 476,02	14,54%	6 154,90	41 260,53	14,92%	بنغلاديش
BENIN	1 003,86	7 813,57	12,85%	581,09	2 630,16	22,09%	بنين
BRUNEI	793,93	3 229,08	24,59%	666,84	2 664,46	25,03%	بروناي دار السلام
BURKINA FASO	1 126,58	2 979,78	37,81%	778,60	3 350,67	23,24%	بوركينافاسو
CAMEROON	1 582,24	7 254,55	21,81%	924,37	5 744,93	16,09%	الكاميرون
CHAD	277,13	967,77	28,64%	151,45	649,73	23,31%	تشاد
COMOROS	96,41	274,13	35,17%	74,89	175,96	42,56%	جزر القمر
COTE D'IVOIRE	3 694,18	9 532,21	38,75%	2 125,88	9 208,27	23,09%	كوت ديفوار
DJIBOUTI	1 526,95	5 186,59	29,44%	751,32	1 543,95	48,66%	جيبوتي
EGYPT	13 108,81	69 788,20	18,78%	11 674,25	58 052,63	20,11%	مصر
GABON	530,22	3 427,49	15,47%	243,06	2 411,62	10,08%	الجابون
GAMBIA	218,57	1 069,09	20,44%	129,32	310,25	41,68%	غامبيا
GUINEA	420,45	6 906,75	6,09%	766,09	2 235,22	34,27%	غينيا
GUINEA BISSAU	63,97	329,73	19,40%	89,18	254,59	35,03%	غينيا بيساو
GUYANA	52,72	2 185,74	2,41%	108,43	1 624,99	6,67%	غويانا
INDONESIA	10 782,89	141 694,80	7,61%	16 525,34	135 652,80	12,18%	إندونيسيا
IRAN	42 445,74	87 576,81	48,47%	15 042,60	63 684,38	23,62%	إيران
IRAQ	20 863,94	45 356,34	46,00%	10 320,29	30 312,60	34,05%	العراق
JORDAN	6 622,84	20 474,91	32,35%	5 852,39	19 207,04	30,47%	الأردن
KAZAKHSTAN	2 796,54	19 435,96	14,39%	2 185,65	25 174,78	8,68%	كازخستان
KUWAIT	8 644,73	31 907,18	27,09%	7 176,33	31 465,85	22,81%	الكويت
KYRGYZSTAN	1 476,57	4 068,08	36,30%	941,39	3 957,16	23,79%	قرقيزستان
LEBANON	3 274,36	18 068,79	18,12%	3 917,34	18 705,28	20,94%	لبنان
LIBYA	4 372,06	13 964,52	31,31%	3 383,40	6 587,78	51,36%	ليبيا
MALAYSIA	17 245,88	176 174,60	9,79%	19 222,47	168 375,23	11,42%	ماليزيا
MALDIVES	461,73	1 784,00	25,88%	596,44	2 127,97	28,03%	مالديف
MALI	997,14	4 281,09	23,29%	1 530,71	3 845,40	39,81%	مالي
MAURITANIA	807,50	3 463,87	23,31%	544,10	2 173,84	25,03%	موريتانيا
MOROCCO	5 539,54	37 545,67	14,75%	5 243,92	41 696,10	12,58%	المغرب
MOZAMBIQUE	362,71	11 105,71	3,27%	793,09	6 690,11	11,85%	موزمبيق
NIGER	400,73	1 830,21	21,90%	378,21	1 860,69	20,33%	النيجر
NIGERIA	4 227,44	58 359,32	7,24%	2 776,83	31 702,10	8,76%	نيجريا
OMAN	13 900,66	34 571,17	40,21%	13 579,53	23 110,77	58,76%	عمان
PAKISTAN	25 327,14	64 558,87	39,23%	15 082,23	46 998,27	32,09%	باكستان
PALESTINE	737,57	5 363,27	13,75%	1 504,04	5 597,29	26,87%	فلسطين
QATAR	7 104,99	32 610,46	21,79%	6 944,23	32 060,07	21,66%	قطر
SAUDI ARABIA	24 148,93	170 623,63	14,15%	22 737,16	140 172,24	16,22%	العربية السعودية
SENEGAL	1 213,80	5 595,35	21,69%	1 219,73	5 477,91	22,27%	السنغال
SIERRA LEONE	832,22	1 325,91	62,77%	282,82	964,82	29,31%	سيراليون
SOMALIA	1 278,19	2 790,32	45,81%	870,57	2 369,05	36,75%	الصومال
SUDAN	3 006,37	8 413,44	35,73%	2 989,10	5 662,30	52,79%	السودان
SURINAME	35,15	1 823,86	1,93%	30,03	1 174,22	2,56%	سورينام
SYRIA	15 134,47	18 444,87	82,05%	4 930,60	6 107,56	80,73%	سوريا
TAJIKISTAN	1 414,29	4 677,68	30,23%	1 064,80	3 754,77	28,36%	طاجيكستان
TOGO	584,75	10 469,92	5,59%	294,62	1 715,64	17,17%	توغو
TUNISIA	4 704,05	20 222,50	23,26%	2 879,23	19 487,21	14,77%	تونس
TURKEY	22 406,82	207 206,51	10,81%	23 178,25	198 618,24	11,67%	تركيا
TURKMENISTAN	3 946,39	8 196,60	48,15%	1 560,04	5 208,69	29,95%	تركمنستان
U.A EMIRATES	36 763,86	259 938,29	14,14%	35 600,12	271 755,15	23,06%	الإمارات العربية المتحدة
UGANDA	1 163,48	5 528,12	21,05%	1 113,97	4 830,09	13,10%	أوغندا
UZBEKISTAN	2 338,57	11 858,52	19,72%	2 622,34	10 128,36	25,89%	أوزبكستان
YEMEN	5 627,82	10 967,32	51,31%	2 997,85	7 311,11	41,00%	اليمن
TOTAL	349512,50	1813682,09	19,27%	277917,36	1599440,01	17,38%	المجموع